

## LE MYSTÈRE DE LA PRODUCTIVITÉ DISPARUE DU TRAVAIL

Dans cette nouvelle chronique, [David Cayla](#) évoque la baisse de la productivité du travail en France. Il revient sur ses causes, pourquoi cela arrange le gouvernement, et surtout en quoi cela pourrait être inquiétant pour l'avenir et la croissance économique.

C'est apparemment une bonne nouvelle pour le gouvernement, mais elle inquiète les économistes. En France, au troisième trimestre 2022, la productivité du travail par salarié était inférieure de 6,4% à ce qu'elle devrait être, affirme [une note de la DARES](#). Pire, elle était plus faible qu'en 2019, ou en 2015. Ainsi, [d'après l'INSEE](#), une personne travaillant dans le secteur marchand produit 3,8% de richesses de moins qu'en 2019.

Pourquoi est-ce une bonne nouvelle pour le gouvernement ? Eh bien parce que cela signifie qu'en dépit d'une croissance faiblarde depuis la fin de la crise sanitaire, la France parvient tout de même à créer des centaines de milliers d'emplois sur un rythme d'environ 100 000 emplois nouveaux chaque trimestre. Dans un contexte où la population active n'augmente presque pas, cette « performance » permet de diminuer sans trop d'effort le chômage de manière accélérée. Depuis le quatrième trimestre 2019, environ [930 000 emplois ont été créés](#), ce qui a entraîné une forte diminution du chômage qui est passé de 8,2% fin 2019, à 7,3% au troisième trimestre 2022 (7,1% en France métropolitaine). L'économie française ne produit pas beaucoup plus de richesses aujourd'hui qu'il y a trois ans, mais elle le fait avec davantage d'emplois.

Le problème est que cette baisse soudaine de la productivité du travail n'est pas simple à expliquer, et c'est en cela qu'elle inquiète les économistes. Est-ce un phénomène passager où l'indice d'une sous-performance structurelle de l'économie française ? Remarquons d'abord qu'elle n'est pas due à la baisse du temps de travail par salarié engendrée par les mesures d'activités partielles lors de la crise sanitaire, car c'est surtout la productivité horaire qui diminue. De plus, la France connaît une situation assez unique parmi les économies similaires. En Allemagne, en Italie, au Royaume-Uni ou aux États-Unis, la productivité du travail s'est rétablie et dépasse son niveau d'avant la crise. Seule l'Espagne se trouve avec une productivité du travail inférieure à celle de 2019, mais dans ce pays cette diminution est nettement moindre qu'en France.

Ce qui est inquiétant c'est ce que la baisse de la productivité du travail pourrait signifier pour l'avenir : une compétitivité affaiblie, une déflation salariale, et sans doute la fin de la croissance économique, à moins d'augmenter le taux d'emploi – ce qu'essaie d'ailleurs de faire le gouvernement avec les réformes du régime de retraite et celle de l'assurance chômage. Autrement dit, la baisse de la productivité du travail pourrait être l'indicateur plus global d'une dégradation invisible de l'économie française.

### UN PROBLÈME CONJONCTUREL ?

Reste que pour l'instant rien ne prouve que cette baisse soit durable. Plusieurs explications conjoncturelles pourraient l'expliquer. En premier lieu, la période pandémique, avec ses confinements et ses incertitudes, mais aussi ses mesures d'aides et de chômage partiel, a logiquement poussé les entreprises à préserver l'emploi, quitte à réduire ponctuellement la production. De plus, parmi les mesures engagées par le gouvernement, le plan « un jeune, une solution » a contribué à une très forte hausse des contrats d'apprentissage et d'alternance. Or, comme l'explique la note de la DARES, si ces emplois sont comptabilisés comme les autres, leur productivité est bien plus faible. De plus, il convient d'organiser l'encadrement des apprentis et des alternants, ce qui réduit la productivité des autres salariés. Mais en dépit de sa

forte croissance, le développement de l'apprentissage et de l'alternance n'expliquerait qu'un cinquième de la baisse de la productivité du travail estime la DARES. Il faut donc chercher ailleurs.

Une hypothèse parfois avancée est celle des conséquences sanitaires directes de la pandémie de covid, avec son lot d'arrêts maladie, de covid long, de burn-out et de dépression. Le principe même d'exiger l'isolement pendant une semaine ou dix jours des personnes infectées pas le covid a sans aucun doute eu des effets sur la productivité du travail, y compris sur la productivité horaire, car certaines équipes de travail se trouvèrent désorganisées par ces absences à répétition. C'est d'ailleurs sans doute la raison pour laquelle le gouvernement a récemment abrogé les mesures d'exception relatives à la gestion des arrêts de travail liés au covid.

Une autre hypothèse conjoncturelle qui pourrait expliquer la baisse de la productivité du travail est celle de la désorganisation dans laquelle s'est produite la reprise. Le manque de composants dans l'industrie automobile, ou de matériaux dans la construction, ont pu diminuer le niveau de production sans que l'emploi, ni même les heures travaillées, ne baissent dans les mêmes proportions. De plus, la pénurie de main d'œuvre dans certains secteurs a poussé certaines entreprises à garder une partie de leurs salariés surnuméraires pour éviter d'engager de coûteux et difficiles recrutements en attendant un retour d'activité.

Enfin, un dernier facteur spécifique à la France concerne la baisse de la productivité du travail dans le secteur de la production d'électricité, une conséquence de l'arrêt, en 2022, de nombreux réacteurs nucléaires.

## UNE CONSÉQUENCE DE LA DÉSINDUSTRIALISATION ?

Toutes ces explications pourraient rassurer. La baisse française de la productivité du travail ne serait que la conséquence d'une situation ponctuelle qui sera amenée à évoluer. Il y a cependant d'autres explications possibles, et certaines pourraient durer, voire se renforcer à l'avenir.

La première chose à noter est que le déclin industriel de la France s'est récemment approfondi, comme en témoigne [le creusement du déficit commercial en 2022](#) qui a atteint des records en dépassant 160 milliards d'euros. Or, le niveau d'industrialisation d'un pays est directement lié à ses capacités exportatrices (on exporte trois à quatre fois plus de biens que de services), mais surtout à ses gains de productivité potentiels. De fait, de nombreux emplois de services ne permettent pas d'augmenter la productivité du travail. C'est le cas par exemple des emplois relationnels tels que l'enseignement, le soin, le spectacle vivant, mais aussi de nombreux autres emplois du secteur tertiaire... Un pianiste, aussi doué soit-il, ne peut passer moins de temps à jouer une sonate aujourd'hui qu'il y a 200 ans, et un enseignant doit toujours consacrer le même temps incompressible pour apprendre à lire à un enfant de six ans.

Cf.  
**BAUMOL**  
et la maladie  
des coûts

Ce qui permet des gains de productivité c'est, en général, l'emploi industriel, parce que ce sont des emplois plus facilement mécanisables. Ainsi, moins il y a d'emplois industriels dans un pays, plus il est difficile de faire progresser la productivité du travail. Cela ne signifie pas que les services ne soient jamais concernés. Les caisses automatiques sont un exemple bien connu d'automatisation du secteur tertiaire, mais ces dernières sont loin d'avoir remplacé tous

les personnels de caisse, et les gains de productivité qu'elles permettent ne sont globalement pas si importants.

Plus fondamentalement, l'économie française s'est désindustrialisée, mais elle a aussi produit de nombreux emplois de service peu productifs, tels que les livreurs à domicile ou les services à la personne. Ces changements structurels de l'économie française pourraient expliquer plus largement, non pas la baisse de la productivité des trois dernières années, mais la faiblesse de sa croissance depuis une vingtaine d'année, que la baisse récente n'aurait fait que mettre en lumière.

## **BULLSHIT JOBS ET BUREAUCRATISATION**

Une dernière explication à l'effritement structurel de la productivité du travail pourrait être liée aux transformations internes des entreprises et des administrations. Dans [un article devenu viral publié en 2013](#), puis dans un [ouvrage paru en 2019](#), l'anthropologue américain David Graeber affirme qu'une partie de notre économie serait gangrénée par l'expansion d'une couche parasitaire de cadres supérieurs ou intermédiaires occupant des « d'emplois à la cons » (bullshit jobs). Ces personnes seraient recrutées non pour leur capacité à produire des biens ou des services utiles, mais parce qu'elles rendent certains services à leurs recruteurs. Avec la hausse de la productivité du travail, expliquait Graeber, nous pourrions travailler beaucoup moins qu'au siècle dernier tout en profitant d'un niveau de vie tout à fait satisfaisant. Mais cette baisse du temps de travail serait incompatible avec le fonctionnement du capitalisme contemporain. De plus, la hausse du niveau général d'éducation pousse à créer des emplois de cadres. Autrement dit, pour Graeber, de nombreux emplois, parfois bien rémunérés n'existent qu'en raison du fonctionnement interne des bureaucraties publiques et privées, dont la particularité est de s'étendre et de s'auto-alimenter pour résoudre des problèmes qu'elle génère parfois toute seule. Les responsables projet, chargés de missions et superviseurs en tout genre, n'ont parfois d'autre utilité que de donner l'impression d'une action ou de « cocher des cases » en vue d'afficher des bilans ou d'écrire des rapports qui ne sont jamais lus.

La bureaucratisation de l'économie dans son ensemble est sans doute l'une des raisons structurelles pour laquelle la productivité du travail stagne et la souffrance au travail augmente depuis une vingtaine d'année en France et dans la plupart des pays développés. Plus fondamentalement, le manque d'attrait et de valorisation des métiers de « ceux qui font » au profit de « ceux qui pensent et qui décident » pousse à une hypertrophie de la hiérarchie dans son ensemble qui finit par se transformer en strate parasitaire. En France, certains services publics tels que l'enseignement, la santé et la recherche sont particulièrement touchés par ce phénomène. Mais cela concerne aussi le secteur marchand, voire l'action politique, lorsque la communication d'un élu finit par devenir plus importante que sa capacité à prendre des décisions et à étudier sérieusement ses dossiers.

Dans l'organisation contemporaine, une partie importante du temps de travail est tournée vers l'intérieur de l'entreprise, vers sa gestion, les réflexions sur sa structure et son évolution, au détriment de la production elle-même et de la réalisation de ses missions premières. La logique du management par projet conduit par exemple à multiplier les strates décisionnelles et pousse à entreprendre des réformes au détriment de l'action concrète et à recruter toujours davantage de personnels pour coordonner la mise en place de ces réformes, tout en consommant le temps de ceux dont le travail est tourné vers l'extérieur et qui assurent *in fine* l'essentiel de la production. Cette dynamique est renforcée par la multiplication des bilans et comptes-

cf. la cité par projet de BOLTANSKI et  
CHIAPELLO

rendus que toute entreprise est amenée à produire pour ses actionnaires, ses financeurs, l'administration, ses clients ou même ses propres personnels, dans une boucle sans fin d'auto-évaluation permanente.

En fin de compte, étudier l'évolution de la productivité du travail nous permet d'apprendre beaucoup sur le fonctionnement et les dysfonctionnements de notre économie. Mais la productivité du travail, telle qu'elle est quantifiée, n'en est pas moins un indicateur contestable. Car on ne sait jamais quelle est la valeur réellement produite par le travail. Aussi, la question qui devrait nous occuper devrait être moins de comprendre comment évolue la productivité du travail et ce qu'elle implique sur l'emploi que de mieux connaître ce qu'on produit collectivement et d'être capable de mesurer l'utilité véritable de notre travail et la fonction sociale qu'il remplit réellement.

**David Cayla**